

Chambéry, le 12 octobre 2015

ARCEP – CONSULTATION PUBLIQUE

Mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses

COMPLEMENT A LA CONTRIBUTION du 7 SEPTEMBRE 2015

L'ARCEP a consulté l'ensemble des acteurs concernés par la question de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses.

Le Département de la Savoie souhaite apporter un complément à sa contribution du 7 septembre dernier, ici spécifiquement s'agissant des secteurs touristiques de montagne à forte saisonnalité, à savoir les stations de ski.

La Savoie est couverte par 60 stations de ski dont les caractéristiques sont diverses, certaines étant des stations d'altitude très « intégrées » et « verticales » aux caractéristiques urbaines, d'autres plus proches d'une commune rurale de montagne, dites « stations-villages », mais toutes sous l'influence plus ou moins marquée d'une fréquentation saisonnière, et par voie de conséquence d'un habitat permanent souvent faible.

Ainsi, dans le cadre de l'élaboration de son RIP, et en concertation étroite avec les candidats à la DSP concessive pour la construction et l'exploitation d'un réseau à très haut débit en fibre optique, le Département, à quelques rares exceptions près, n'a trouvé de modalité technico-économique permettant à ce jour d'envisager le déploiement jusqu'à l'abonné dans ces secteurs.

Ici précisément l'une des questions centrales est bien celle de l'appétence, les enveloppes d'investissements à engager étant trop importantes eu égard au taux de commercialisation estimé faible (10 à 15% des lignes) au regard de celui atteint sur le réseau cuivre à ce jour sur ces mêmes secteurs.

Aussi, le contrat de DSP du RIP savoyard prévoit-il le déploiement de PM dans ces secteurs de montagne sous réserve de l'atteinte d'un taux de pré-commercialisation, le plus souvent très élevé (de 60 % à 80% des locaux), taux qui dans la plupart des cas ne pourra être atteint dans les toutes prochaines années (nonobstant l'influence d'opérateurs locaux de niche, spécialisés et inventifs pour la clientèle saisonnière), laissant donc ces PM durablement non engagés.

Aussi, les questions 4 et 8 énoncées dans le document de consultation diffusé par l'ARCEP, prennent-elles tout leur sens, dans la mesure où des obligations de complétude plus limitées permettraient de circonscrire l'enveloppe d'investissement de façon plus cohérente avec l'évolution progressive de l'appétence.

- *Question n°4. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le caractère pertinent et efficace de l'identification éventuelle d'un nombre limité de logements comme étant raccordables sur demande, en anticipation d'une faible appétence à court et moyen terme pour les services à très haut débit. Le cas échéant, quels aménagements et/ou compléments serait-il pertinent de prendre en compte afin de garantir l'effectivité de l'obligation de complétude ?*
 - Il serait précisément pertinent que les obligations de déploiement puissent, dans le cas présent, s'exprimer en fonction de l'appétence. Dans un premier temps pourraient ainsi être visés les logements permanents, puis progressivement les logements secondaires. L'exercice imposerait toutefois, afin ne pas disperser l'enveloppe d'investissement disponible, d'être en capacité d'identifier des ensembles d'appétence cohérents au travers d'une analyse fine de terrain, un même immeuble ou quartier pouvant comporter plusieurs natures différentes de logements. Ainsi, au final, un système d'obligations de complétude indexé sur la mesure d'appétence locale réelle, pourrait convenir et faire progresser le sujet.
- *Question n°8. Les contributeurs sont invités à s'exprimer notamment sur les éléments pertinents qui pourraient être utilisés en vue d'évaluer l'appétence à court terme des clients potentiels pour les services à très haut débit sur fibre optique des clients finals.*
 - Le contrat de DSP associé à la construction et l'exploitation du RIP savoyard prévoit précisément l'obligation, pour le délégataire, de prendre la mesure de l'appétence des secteurs touristiques, dont le déploiement des PM est ainsi « conditionné » à l'atteinte d'un objectif de pré-commercialisation positionné pour chaque station ou typologie de station. Ce taux « plancher » pourrait être abaissé si les obligations de complétude étaient indexées sur l'appétence réelle, secteur par secteur. Ainsi, il serait possible d'enclencher le déploiement d'un PM dès l'atteinte d'un taux de pré-commercialisation des obligations de complétude, et non du nombre total de lignes du PM.

La mise en place de telles modalités en matière d'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses, en particulier dans les secteurs touristiques à forte saisonnalité, donnerait à la Savoie des moyens supplémentaires pour engager la couverture là où à ce jour elle n'a trouvé les modalités technico-économiques pour y parvenir. Cela contribuerait d'une part à l'attractivité d'une activité économique essentielle pour le développement territorial, et d'autre part répondrait au souhait partagé de parvenir progressivement à la complétude de l'ensemble des PM de son territoire.


Antoine LE ROUX

Directeur Général Adjoint Ressources & Moyens